



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

prix des carburants

Question au Gouvernement n° 877

[Texte de la question](#)

PRIX DES CARBURANTS

M. le président. La parole est à M. Philippe Gosselin, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Gosselin. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre, mais il semble qu'il vient de partir. Je voulais lui demander ce qu'avaient bien pu faire les automobilistes pour qu'il les malmène à ce point. Vitesse limitée à 80 kilomètres à l'heure à compter du 1er juillet, dans une impréparation manifeste ; nouvelles règles de contrôle technique à compter du 20 mai, ce qui va coûter très cher, notamment aux jeunes et aux personnes modestes ; généralisation de la dématérialisation de la délivrance des cartes grises et des permis de conduire qui tourne au fiasco : l'État a même été condamné pour cela. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Mais cela ne suffisait pas. Rouler est devenu un luxe ! Une fois de plus, l'automobiliste est considéré comme une vache à lait. Depuis plusieurs mois, le prix des carburants explose : le prix du gazole augmente de 15 %, celui de l'essence de 10 %. Je n'ignore certes pas le rôle de l'envolée du prix du brut, ni de la parité euro-dollar ou de la répartition des marges. Mais c'est surtout le niveau des taxes qui s'est envolé depuis le 1er janvier : 84 centimes sur l'essence, 94 par ailleurs.

Cette hausse du prix du carburant attaque très sérieusement le pouvoir d'achat de nos concitoyens, surtout ceux des territoires ruraux, une fois de plus, et des banlieues, celles et ceux qui ne disposent pas de moyens de transport alternatifs et n'ont d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour aller au travail, faire leurs courses ou déposer leurs enfants à l'école. En termes de pouvoir d'achat, ce que vous prétendez avoir donné d'une main, vous le reprenez de l'autre. C'est un recul extraordinaire du pouvoir d'achat, noté par l'INSEE lui-même – c'est dire !

M. Erwan Balanant. La question !

M. Philippe Gosselin. Voilà où nous mène l'augmentation excessive de la contribution climat énergie et l'alignement aveugle de la fiscalité du gazole sur celle de l'essence. Plus généralement, c'est l'augmentation des prélèvements obligatoires qui est en cause.

Qu'allez-vous faire ? Vous engagez-vous à stopper la dégradation du pouvoir d'achat en mettant un terme à cette fiscalité punitive ? Allez-vous même, à titre temporaire...

M. le président. Merci, monsieur le député.

La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Delphine Gény-Stephann, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, nous ne méconnaissions pas l'impact de l'augmentation du prix du pétrole sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens, mais nous ne souhaitons pas non plus le surestimer, l'effet de la hausse du prix du pétrole étant contrebalancé par l'affaiblissement du cours de l'euro ainsi que par la légère diminution du prix du panier de biens de consommation. Je parle là du pouvoir d'achat de l'ensemble des Français.

En deuxième lieu, l'impact de l'augmentation du prix du pétrole s'inscrit dans le contexte du maintien à un niveau solide de la croissance dans notre pays. Cette croissance soutiendra les revenus des ménages, tant les revenus salariaux que ceux tirés de l'épargne individuelle.

En troisième lieu, je vous rappelle les mesures fortes que le Gouvernement a prises pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages : baisse des cotisations sociales pesant sur les revenus du travail ; le chèque énergie, qui représente une aide moyenne de 150 euros par an pour près de 4 millions de foyers...

M. Frédéric Reiss. L'augmentation de la CSG !

Mme Delphine Gény-Stephann, *secrétaire d'État*. ...la revalorisation des prestations familiales, de l'allocation de solidarité des personnes âgées et de la prime d'activité.

M. Pierre Cordier. Hors sujet !

Mme Delphine Gény-Stephann, *secrétaire d'État*. Au total, selon les estimations du ministère de l'économie et des finances, les Français verront leur pouvoir d'achat progresser de 1,6 % en 2018. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Mme Émilie Bonnard. Nous voilà rassurés !

Mme Delphine Gény-Stephann, *secrétaire d'État*. Le Gouvernement assume pleinement le fait que la pression fiscale se porte sur certains compartiments et certaines consommations, en particulier de carburant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Gosselin](#)

Circonscription : Manche (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 877

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la SE)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la SE)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 mai 2018](#)